

## Questions orales

[Français]

**L'hon. Andrée Champagne (ministre d'État (Jeunesse)):** Monsieur le Président, je voudrais d'abord remercier ma collègue de ses félicitations. Je crois qu'elle pourra, au cours des mois, apprécier le travail que je compte accomplir au sein de ce ministère dont le très honorable premier ministre m'a donné la responsabilité.

Quant à la question de l'honorable députée sur les lois qui devront être présentées, je voudrais lui rappeler que je suis, non pas par ma faute, le troisième ministre en sept mois à occuper ce poste. Nous en sommes donc avec les fonctionnaires de mon ministère à d'abord faire un grand ménage dans ces dossiers. Nous consulterons les jeunes eux-mêmes, mais pas par des études sur des statistiques et des statistiques sur des études, ce qui a été fait amplement par mes prédécesseurs.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Champagne:** Quant au budget de subventions auquel vous vous référez, nous le saurons après ce soir, et ce n'est pas à moi maintenant de parler des montants qui pourront être alloués à nos jeunes.

[Traduction]

Enfin, la députée a fait allusion à la déclaration de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Cette question n'est pas de mon ressort pour le moment, bien que nous en ayons discuté, ma collègue et moi. Il s'agit d'un projet pilote. Je serai ravie de collaborer avec elle à la mise sur pied d'autres projets de ce genre.

**Des voix:** Bravo!

LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE À LA MINISTRE PAR UN JOURNAL

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, je suis très déçue de voir qu'en mettant de l'ordre dans son ministère, notre collègue ait dû réduire d'un tiers le budget destiné à la jeunesse. Cependant, ma question ne portait pas sur le montant de la subvention en soi, mais bien sur les critères régissant son octroi. Nous pourrions peut-être y revenir.

Plus précisément, l'entrevue que la ministre a accordée à M. Bernard Descôteaux du journal *Le Devoir* m'inquiète, car elle a déclaré ceci:

[Français]

Elle propose plutôt que l'on mette l'accent sur les 85 p. 100 des jeunes qui vont bien.

[Traduction]

Je m'inquiète vraiment de ce que les jeunes en difficulté, les décrocheurs, doivent solliciter de l'aide ailleurs. Ces jeunes Canadiens, ceux qui sont dans le besoin, qui envisagent le suicide, qui n'ont pas réussi à se tirer d'affaire, les décrocheurs et les étudiants devront-ils se tourner vers ces autres 85 p. 100, selon la ministre? Leur faudra-t-il s'adresser ailleurs, ou bien à vous, madame la ministre?

[Français]

**L'hon. Andrée Champagne (ministre d'État (Jeunesse)):** Monsieur le Président, je vais tout simplement faire remarquer qu'il y avait, à ce moment-là, quand même 85 p. 100 des jeunes Canadiens qui, malgré les conditions difficiles de l'économie, réussissaient à bien fonctionner. J'ai aussi dit, si on me cite avec justesse, que bien sûr nous allons nous occuper aussi des gens en difficulté. Mais je pense que c'est aussi aux jeunes Canadiens, eux qui avec l'aide de tout le monde réussissent à fonctionner, de faire leur part. Nous sommes un gouvernement où tout le monde, monsieur le Président, devra faire sa part, et les jeunes du Canada aussi.

\* \* \*

## LA CONDITION FÉMININE

L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Pendant la campagne électorale, le premier ministre a promis que son gouvernement ferait des changements dans les politiques libérales. En particulier, il a promis aux femmes canadiennes certaines politiques concernant l'égalité économique. Il a dit que les sociétés canadiennes qui veulent obtenir des contrats avec le gouvernement fédéral doivent avoir des programmes d'action positive et de salaire égal pour un travail de valeur égale. Dans le discours du trône, le gouvernement a changé complètement cette promesse. Pourquoi?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Je pense que mon ami, le leader du Nouveau parti démocratique, se trompe. Au contraire, dans le discours du Trône, il a été amplement question de la situation relative à la condition féminine au Canada, y compris la question qu'il soulève. Je peux dire, au moment où l'on se parle, que des programmes sont en train d'être analysés rapidement par le conseil des ministres et mon Cabinet afin de s'assurer que la mise en application du principe dont il était question ne tarde pas.

[Traduction]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DES MESURES CONCRÈTES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le premier ministre donne à la Chambre les mêmes réponses éculées que nous donnaient les libéraux quand ils étaient de ce côté-là de la Chambre. Lorsque le premier ministre a promis, pendant la campagne électorale . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Nous ne voulons pas ramener ceux qui avaient l'habitude de rompre leurs promesses lorsqu'ils étaient de ce côté-là. Les uns ne valent pas mieux que les autres. On dirait que ceux qui sont à ma droite ont le cuir plutôt sensible.

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député d'Oshawa pour une question supplémentaire.